



**MINISTÈRE
DES ARMÉES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Service du Commissariat des Armées
Groupement de Soutien de la Base de Défense
Istres, Orange, Salon de Provence
Division Conduite du Soutien
Cellule contrôle prestation-prescription**

**Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
DAF_2023_00623**

OBJET : Prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit de la Direction Générale de l'Armement Essai en Vol (DGA EV) et des divers établissements soutenus par le Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) de Istres-Orange-Salon de Provence.

SOMMAIRE

1	OBJET	4
2	ALLOTISSEMENT	4
3	DOCUMENTATION DE REFERENCE	5
4	OBLIGATION DU TITULAIRE	6
4.1	Obligation de résultat	6
4.2	Généralités	6
4.3	Performance environnementale.....	7
4.4	Produits phytosanitaires.....	7
4.5	Traitement des déchets	8
5	MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	8
5.1	Prestations continues effectuées au forfait annuel	8
5.2	Prestations effectuées à la demande	9
6	DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS	9
6.1	Débroussaillage.....	9
6.2	Fauchage	9
6.3	Tonte des zones engazonnées.....	10
6.4	Amendement piste en herbe.....	10
6.5	Regarnissage et reprise de gazon des pistes en herbe	10
6.6	Désherbage	10
6.7	Traitement de lutte contre la chenille processionnaire	11
6.8	Entretien et taille d'arbustes et de haies.....	11
6.8.1	<i>Entretien et taille des arbustes.....</i>	<i>11</i>
6.8.2	<i>Entretien et taille des haies.....</i>	<i>11</i>
6.9	Entretien spécifique des arbres : Taille/élagage/abattage.....	11
6.9.1	<i>Taille des arbres</i>	<i>11</i>
6.9.2	<i>Elagage</i>	<i>12</i>
6.9.3	<i>Abattage dessouchage et évacuation d'arbres et suppression de branches</i>	<i>12</i>
6.10	Nettoyage des abords des bâtiments	12
6.11	Nettoyage des zones.....	12
6.12	Maintenance des systèmes d'arrosage automatiques du GSBdD d'Istres-Orange-Salon de Provence	12
6.13	Entretien et taille des massifs.....	13
6.14	Nettoyage des clôtures grillagées – clôtures périphériques	13
6.15	Ramassage des feuilles, aiguilles de pins etc... ..	13
6.16	Création de massifs.....	13
6.17	Entretien et rénovation des terrains de sport	13
6.17.1	<i>Entretien des pelouses naturelles</i>	<i>13</i>
6.17.2	<i>Aération et fertilisation.....</i>	<i>13</i>

6.17.3	<i>Regarnissage et reprise de gazon</i>	13
6.17.4	<i>Protection contre les maladies, parasites et adventices :</i>	13
6.17.5	<i>Entretien des terrains stabilisés.</i>	14
6.18	Entretien et curage des ruisseaux	14
6.19	Nettoyage des grilles et avaloirs.....	14
6.20	Clause d'urgence.....	14
7	EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES	14
7.1	Connaissance des sites et des mesures de sécurité	14
7.2	Horaires de travail	14
7.3	Contraintes	15
7.4	Hygiène/sécurité et conditions de travail.....	15
7.4.1	<i>Matériels</i>	15
7.4.2	<i>Produits et matériaux</i>	15
7.5	Modalités spécifiques d'exécution des prestations	16
7.6	Vêtements de travail – Port du badge – Comportement du personnel	16
7.7	Signalisation.....	17
7.8	Plan de prévention.....	17
7.9	Sécurité et incendie	17
7.10	Lieu de stockage	17
7.11	Calendrier prévisionnel des prestations forfaitaires	17
7.12	Réunions	17
7.12.1	<i>Réunion de lancement pour chaque lot d'attribution</i>	17
7.12.2	<i>Réunion programmée</i>	18
8	DOCUMENTS A FOURNIR	18
8.1	Dès la notification	18
8.2	Annuellement	18
9	CORRESPONDANTS	18

PREAMBULE :

L'entretien des espaces extérieurs tel que spécifié au sein de ce cahier est qualifié d'écologique et différencié. En effet, afin de contribuer à l'amélioration paysagère et de limiter les nuisances environnementales apportées par la gestion des espaces extérieurs, les opérations à mener au sein de ce marché relèvent de ces deux principes :

- ✚ Différenciation de l'entretien des espaces en fonction de leur vocation (plusieurs niveaux d'entretien plus ou moins interventionnistes) ;
- ✚ Entretien selon les principes de génie écologique : il s'agit de mener un entretien qui permette de limiter les interventions et le recours à des intrants phytosanitaires et de favoriser l'expression de la biodiversité tout en maîtrisant l'aspect visuel.

Pour résumer les objectifs de la gestion écologique et différenciée sont les suivants :

- ✚ la qualité paysagère de l'ensemble du site ;
- ✚ la préservation de l'environnement et la restauration de la biodiversité ;
- ✚ la protection des espèces ;
- ✚ La préservation des eaux souterraines ;
- ✚ La **stabilisation voire la diminution des coûts** de gestion de l'entretien des espaces verts.

1 OBJET

Le présent Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) a pour objet de définir les conditions et modalités d'exécution des prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit de la Direction Générale de l'Armement Essai en Vol (DGA EV) et des divers établissements soutenus par le Groupement de Soutien de la Base de Défense (GSBdD) de Istres-Orange-Salon de Provence.

Code CPV : 77310000-6 « *réalisation et entretien d'espaces verts* ».

2 ALLOTISSEMENT

Les prestations sont alloties de la façon suivante :

Lot 1 : Prestation d'entretien des espaces extérieurs au profit des entités soutenues par le GSBdD d'Istres-Orange-Salon de Provence et de la Direction Générale de l'Armement (DGA) Essai en Vol (EV) situés dans les Bouches du Rhône.

➤ **Poste n°1 :**

- Sites de Salon de Provence, Lamanon et emprise rattachée (villa pour NAS général)
Route de St Jean 13661 SALON AIR

➤ **Poste n°2 :**

- Etablissement Principal des Munitions PROVENCE-MEDITERRANEE (EPMU)
Chemin de Calameau route d'Arles– 13148 MIRAMAS

➤ **Poste n°3 :**

- Service Interarmées des Munitions (ESMu FONTVIEILLE)
13113 Lamanon

➤ **Poste n°4 :**

- B.A 125
8 route du camp d'Aviation –BP 20099 – 13128 ISTRES CEDEX
- Ex CRE Port St Louis du Rhône
13, avenue G. Brassens - 13518 Port Saint Louis du Rhône

➤ **Poste 5 :**

- Direction Générale de l'Armement (DGA)/Essais en vol (EV)
8 Route du Camp d'Aviation - 13800 ISTRES
- Site de Saint-Chamas
1510 route de Saint Chamas 13140 Miramas
- Site de Monteau
Route de St Chamas D16 13800 Istres

Lot 2 : Prestations d'entretien des espaces extérieurs au profit des entités soutenues par le GSBdD d'Istres-Orange-Salon de Provence, situées dans le Vaucluse et la Drôme :

- Base Aérienne 115 Orange
Chemin de Caritat 84871 Orange Cedex
- Quartier Geille et Bonnet d'Honnieres
Avenue Maréchal FOCH - 84100 ORANGE
- Rochefort en valdaine
serres hautes - 26160 Rochefort en valdaine
- Mornas
lieu-dit Montmou - 84550 Mornas
- CIRFA d'Avignon
32 Rue Joseph Vernet, 84000 Avignon

3 DOCUMENTATION DE REFERENCE

Le titulaire est tenu de respecter l'ensemble des directives européennes, des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires et tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché, pour autant qu'ils soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

Le titulaire doit appliquer intégralement les dispositions du code du travail en vigueur au moment de l'exécution des prestations, notamment les dispositions de la partie 4 (Santé et sécurité au travail) dans sa dernière version.

Le titulaire est tenu d'observer, outre les spécifications du présent CCTP, les prescriptions légales ou réglementaires en vigueur, telles que la normalisation et le code de la commande publique.

- 🚧 Code du travail.
- 🚧 Code rural et de la pêche maritime.
- 🚧 Code forestier.
- 🚧 Code de l'environnement.
- 🚧 Référentiel R1-1105 ECOCERT.
- 🚧 Loi n°99-574 du 9 juillet 1999 d'orientation agricole.
- 🚧 Loi n° 2014-110 du 6 février 2014 (dite loi Labbé) et son article 68 modifié, visant à mieux encadrer l'utilisation des produits phytosanitaires sur le territoire national.
- 🚧 La loi n° 2015-992 du 17 août 2015 (Loi relative à la transition énergétique pour la croissance verte).
- 🚧 La loi n° 2016-1087 du 8 août 2016 (Loi pour la reconquête de la biodiversité, de la nature et des paysages).
- 🚧 Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime modifié par l'ordonnance n°2019-1110 du 30 octobre 2019.
- 🚧 L'arrêté du 15 janvier 2021 publié au journal officiel du 21 janvier 2021 relatif aux mesures de protection des personnes lors de l'utilisation de produits phytosanitaires dans les propriétés privées, les lieux fréquentés par le public et dans les lieux fréquentés par le public, instaure au 1er juillet 2022 un élargissement de l'interdiction des produits phytosanitaires.
- 🚧 Article L253-7 du code rural et de la pêche maritime.
- 🚧 Règlement (CE) n° 66/2010 du 25 novembre 2009 relatif à l'Ecolabel européen.
- 🚧 Règles générales de la marque NF Environnement révision 6 approuvée par l'AFNOR le 03 février 2011.

- ✚ Décret n° 92-158 du 20 février 1992 fixant les prescriptions particulières d'hygiène et de sécurité applicables aux travaux effectués dans un établissement par une entreprise extérieure.
- ✚ Arrêté préfectoral du 12 novembre 2014 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département des Bouches du Rhône.
- ✚ Arrêté préfectoral du 18 février 2013 portant règlement permanent du débroussaillage obligatoire et du maintien en état débroussaillé dans le département du Vaucluse.
- ✚ Toutes autres normes que celles citées au contrat, et qui présenteraient un intérêt vis à vis des prestations contractuelles.

La liste ci-dessus n'est pas exhaustive et doit le cas échéant être mise à jour par le titulaire de l'accord-cadre au vu de leurs modifications, postérieurement à l'émission du présent document. Les prestations faisant l'objet du présent accord-cadre doivent être conformes aux normes homologuées françaises ou européennes. Le titulaire s'engage à respecter les normes en vigueur ou à venir pendant la durée de l'accord-cadre. Il doit informer et faire bénéficier l'administration sur toute nouveauté ou évolution des normes ou de la réglementation relative aux prestations en précisant les références des textes et leur origine dont le titulaire adressera une copie par courrier à l'administration.

4 OBLIGATION DU TITULAIRE

4.1 Obligation de résultat

L'ensemble des spécifications techniques ci-dessous détermine le résultat à atteindre par le prestataire.

A ce titre, il s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires et exigés par la profession pour l'obtention du résultat décrit ci-dessous pour chaque opération d'entretien. Les éléments contenus dans le mémoire technique constituent le socle minimal d'obligation auquel le titulaire ne peut pas déroger.

Cependant, si en dépit de l'application de ce socle minimal, le résultat décrit n'est pas atteint, le titulaire s'engage à mettre en œuvre tous les moyens supplémentaires, sans supplément de prix, jusqu'à obtention du résultat souhaité. La responsabilité du titulaire est engagée sur la seule constatation contradictoire que le résultat n'est pas atteint, sauf à justifier s'il le peut, une cause étrangère ayant le caractère de force majeure ou l'intervention fautive de l'administration.

Le titulaire prend les espaces à entretenir dans l'état où ils se trouvent à la notification du marché. Il ne pourra prétendre à aucune indemnité pour d'éventuelles prestations de remise en état pour manque d'entretien antérieur.

4.2 Généralités

D'une manière générale, le titulaire s'engage à effectuer toutes les prestations d'entretien dans le respect des règles de l'art de la profession.

Le titulaire de l'accord-cadre prend à sa charge les moyens humains, les matériels et tous les produits nécessaires à l'exécution des prestations.

Par ailleurs, il s'engage à mettre en place les mesures de sécurité nécessaires pour prévenir tout risque d'accident, notamment ceux liés au trafic routier (signalisation linéaire des ouvrages, des personnels et des matériels) et à prendre toutes les mesures collectives et individuelles pour occasionner le moins de gênes possibles aux usagers et riverains.

Le titulaire a un devoir de conseil et ne doit pas hésiter à signaler au(x) bénéficiaire(s) tous végétaux atteints par une maladie et proposer une solution de gestion.

Le titulaire doit obligatoirement désigner et affecter en permanence lors de chaque prestation un responsable de chantier et d'encadrement du personnel (chef d'équipe). Ce dernier est responsable du mode

d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses du CCTP. Il est l'interlocuteur technique unique auprès du bénéficiaire.

4.3 Performance environnementale

Le titulaire propose, lorsque cela est pertinent, le recours à des techniques de mulching ou équivalentes évitant le ramassage de l'herbe coupée.

Il utilise prioritairement, le désherbage mécanique ou des techniques alternatives.

Pour le traitement des sols, il privilégie des produits végétaux tels que le compost de déchets extérieurs ou équivalent en remplacement des solutions chimiques classiques.

Le titulaire assure l'élimination des déchets conformément à la réglementation en vigueur. Les déchets verts sont prioritairement compostés.

Le titulaire propose dans la mesure du possible des machines utilisant une énergie alternative.

A noter que les prescriptions détaillées ci-dessus en terme d'environnement ne sont que des minimaux à atteindre. Les soumissionnaires sont fortement invités à tendre vers une prestation 100 % écologique.

4.4 Produits phytosanitaires

La loi relative à la transition énergétique pour la croissance interdit depuis le 1er janvier 2017 l'utilisation des produits phytosanitaires par l'état, les collectivités locales et les établissements publics dans les espaces verts, à ce titre le titulaire doit intégrer les directives du commandement résultant de la sécurité des biens et des personnes ou des missions régaliennes de l'Etat.

Le titulaire doit mettre en œuvre des procédés issus de pratiques durable ou intégrée, c'est-à-dire avec des pratiques d'entretien qui privilégient toutes les autres possibilités avant de se résoudre à employer des produits phytosanitaires.

Néanmoins certains traitements par utilisation de produits phytosanitaires, réservée principalement à des cas exceptionnels (espèces invasives...maladies...) ou zones difficilement accessibles aux engins mécaniques de par leur nature (abords des clôtures) peuvent être effectués sous réserve de l'accord du chargé de prévention.

Les caractéristiques des produits utilisés ainsi que leurs fiches de données sécurité doivent lui être fournies. Le prestataire conserve l'entière responsabilité de l'emploi de ces produits, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées. Seuls les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché peuvent être utilisés. Il est précisé par ailleurs que certaines matières actives contenues dans les produits disposant d'une autorisation de mise sur le marché sont suspectés d'altérer durablement la santé ou de se transférer rapidement vers les eaux ou d'être dangereuses pour l'environnement, au sens large du terme. Pour ces raisons, l'utilisation de produits comportant des molécules considérées comme toxiques, persistantes et bio-accumulables (PBT), cancérigènes, mutagènes ou repro-toxiques (CMR) perturbatrice du fonctionnement hormonal ou contenant des substances particulièrement destructrices pour les abeilles et autres insectes pollinisateurs est strictement interdite.

Toutefois le titulaire doit privilégier le plus possible des méthodes de bio-contrôle. A savoir, la mise en place d'un ensemble de méthodes de protection des végétaux basé sur l'utilisation de mécanismes naturels. Seules ou associées à d'autres moyens de protection des plantes, ces techniques sont fondées sur les mécanismes et interactions qui régissent les relations entre espèces dans le milieu naturel. Ainsi, le principe du bio-contrôle repose sur la gestion des équilibres des populations d'agresseurs plutôt que sur leur éradication. Les produits de bio-contrôle sont définis à l'article L. 253-6 du code rural et de la pêche maritime comme des agents et des produits utilisant des mécanismes naturels dans le cadre de la lutte intégrée contre les ennemis des cultures. Ils comprennent en particulier :

- les macro-organismes ;
- et les produits phytopharmaceutiques qui sont composés de micro-organismes, de médiateurs chimiques tels que les phéromones et les kairomones, ou de substances naturelles d'origine végétale, animale ou minérale.

Par ailleurs les produits dont les étiquettes présentent une phrase de risques de R39 à R40-R46 à R50-R54 et R55 et R60 à R64 ne doivent pas être utilisés (Annexe III de la directive européenne 67/548/EEC).

Associées à ces produits, des pratiques d'entretien des espaces verts peuvent être mises en place telles que:

- Réalisation d'un plan de désherbage (document cartographique qui permet d'identifier au sein des sites l'ensemble des zones à désherber et des méthodes de désherbage à utiliser),
- Méthode de désherbage : techniques mécaniques, thermiques ou manuelles,
- Mise en œuvre d'une gestion différenciée (selon le plan de désherbage),
- Frein à la pousse des herbes (utilisation de géotextile, paillage biodégradable ou minéral),
- Utilisation de débroussailleuse, roto fil, réciprocatrice.

L'utilisation de produits nocifs pour les abeilles est strictement interdite.

La seule exemption possible d'utilisation de produits phytosanitaires se porte sur les pistes aéronautiques.

Dans le cas où le prestataire utiliserait des produits phytosanitaires, il conserve l'entière responsabilité de leur emploi, notamment en ce qui concerne la végétation voisine, la sécurité des agents, la limitation de la diffusion dans l'air des substances appliquées.

4.5 Traitement des déchets

L'enlèvement des déchets, y compris de coupe, est à la charge du titulaire.

A l'issue de chaque prestation, Le titulaire évacue les déchets organiques et minéraux de préférence en centre de compostage ou centre de traitement agréé. Les filières d'élimination sont précisées dans le mémoire technique.

Le coût d'élimination des déchets est inclus dans l'accord-cadre.

Il est strictement interdit de brûler les déchets sur site.

5 MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les modalités d'exécution du présent CCTP sont définies par des prestations dites « continues » s'exécutant tout au long de l'année et des prestations dites « à la demande » exécutées ponctuellement sur demande de l'administration.

5.1 Prestations continues effectuées au forfait annuel

Les prestations continues s'exécutent tout au long de l'année en fonction du nombre d'intervention en regard de chacune listée sur l'annexe 1 à l'acte d'engagement et selon les périodes d'intervention fixées dans le calendrier prévisionnel.

Dans le cas de conditions climatiques favorables à une pousse excessive de la végétation, ou dans le cas contraire, d'un ralentissement de cette dernière, les dates prévues des interventions peuvent être modulées en accord avec le responsable technique du site.

Cela ne donne pas lieu à une modification tarifaire.

5.2 Prestations effectuées à la demande

Les prestations à la demande (ponctuelles) sont exécutées exclusivement sur bon de commande à la survenance des besoins et au prix indiqués au « Bordereau de prix des prestations ponctuelles » figurant à l'annexe 2 de l'acte d'engagement.

6 **DESCRIPTIONS DES PRESTATIONS**

Clauses générales d'exécution des prestations

L'entretien des espaces extérieurs doit être réalisé dans le respect des règles de bon fonctionnement des activités de chaque site :

- en suivant rigoureusement les dispositions du plan de prévention ;
- en respectant les consignes concernant la circulation à l'intérieur des sites concernés ;
- en utilisant des véhicules et des matériels ayant satisfait aux exigences des contrôles techniques et à la réglementation en vigueur ;
- en respectant les règles de sécurité du travail ;
- en appliquant les consignes relatives aux accès sur les sites à traiter ;
- en respectant les interruptions momentanées de la prestation demandée en cas d'activités particulières sur le site (cérémonies, visites d'autorités, etc....).

NB : L'utilisation éventuelle de moyen de mise en hauteur est incluse dans le prix de la prestation.

6.1 Débroussaillage

Pour exécuter cette prestation, le titulaire doit se conformer aux prescriptions des arrêtés préfectoraux indiqués dans les documents de référence du présent document.

Le titulaire doit procéder par coupe au ras du sol, à la destruction systématique avant toute lignification de toutes végétations, broussailles, petits arbustes (diamètre inférieur à 5 cm) herbes vertes ou sèches.

La hauteur de coupe après passage doit être comprise entre 7 et 8 cm tout en ménageant autant que possible la biodiversité

Tous les déchets sont évacués par l'entreprise le jour même.

Sont inclus dans cette prestation, le traitement des bordures de routes, trottoirs et les fossés présents sur la zone, le ramassage des divers déchets notamment papiers, bois morts, petites pièces métalliques, ainsi que les déchets de coupe qui doivent être évacués.

Dans les zones à débroussailler, toutes les plantes grimpantes, volubiles, rudérales et la végétation arbustive envahissante ou dépassant des limites fixées sont arrachées.

En raison des risques particuliers d'incendie à certaines périodes, le titulaire utilise le type de machines appropriées.

6.2 Fauchage

Dans le cadre d'une gestion écologique et différenciée, les surfaces enherbées font l'objet de fauchages ponctuels permettant de maintenir un aspect entretenu.

Après fauchage la végétation ne doit pas dépasser 15 cm.

Cette prestation comprend le ramassage des déchets et détritux sur la zone.

Cet entretien inclut la finition du pourtour des arbres, des abords, bordures ou zones difficiles d'accès.

Les zones à faucher sont des zones recouvertes de végétation herbacée à couper.

Le fauchage est manuel partout où les engins ne peuvent avoir accès. Ailleurs, le titulaire peut utiliser tous les moyens adaptés au site avec l'accord du bénéficiaire. L'entreprise doit prendre toutes les précautions pour ne pas blesser les arbres ou détériorer le matériel en place et procède, si nécessaire, aux finitions à la main. L'entreprise veille à l'affûtage des lames afin d'obtenir une coupe franche. Après chaque coupe, les herbes doivent avoir toute la même hauteur, c'est-à-dire présenter un tapis uniforme.



Le titulaire doit s'assurer qu'aucun déchet ne soit projeté sur les aires non engazonnées. Le cas échéant, il doit nettoyer les zones touchées.

L'enlèvement des produits de coupe se fait après chaque passage et au plus tard dans la journée.

6.3 Tonte des zones engazonnées

Les pelouses sont tondues de manière à maintenir une **hauteur uniforme sur toutes les surfaces**.

Après chaque passage le résultat attendu est :

-  Pour les zones de type P1 : La hauteur de tonte ne doit pas dépasser 10 cm (cf préambule).
-  Pour les zones de type P2 : La hauteur de tonte ne doit pas dépasser 15cm (cf préambule).

Les zones de type P1 et P2 sont identifiées sur le bordereau de prix des prestations forfaitaires.

La prestation de tonte intègre la finition des pourtours, trottoirs adjacents et bordures (balayage, soufflage des graviers, feuilles etc..) y compris le long des obstacles, dépressions et autres emplacements difficiles d'accès, ainsi que le nettoyage de la zone (enlèvement des déchets divers, papiers, bois morts, feuilles tombées au sol et accumulées, les herbes sont coupées avec le même soin par tous moyens appropriés).

La coupe doit être uniforme, afin de donner un aspect soigné aux espaces. Après chaque passage, la zone ne doit présenter ni trous, ni marques d'ondulation, ni traces de raccord ou de roues.

Un périmètre de 30 à 40 cm autour de chaque plant d'arbre ou d'arbuste est conservé en herbe et n'est ni tondu ni débroussaillé. Les pelouses doivent être débarrassées des produits de tonte et des détritux (papiers, plastiques, bouteilles). Ils sont enlevés dans la journée même et évacués par le titulaire. Aucun dépôt ne doit être fait dans les allées. Les produits de tontes projetés sur les allées de circulation ou les aires non engazonnées doivent être ramassés et évacués.

Si la technique du mulching (art. 4.3 supra) n'est pas utilisée, les pelouses doivent être débarrassées des produits de tonte et des détritux (papiers, plastiques, bouteilles). Ils sont enlevés dans la journée même et évacués par le titulaire. Aucun dépôt ne doit être fait dans les allées. Les produits de tontes projetés sur les allées de circulation ou les aires non engazonnées doivent être ramassés et évacués.

Les déchets de tonte doivent être évacués immédiatement, en décharge spécialisée.

6.4 Amendement piste en herbe

Consiste à fertiliser une fois par an les pistes en herbe afin d'améliorer les propriétés physiques des pistes en herbe.

6.5 Regarnissage et reprise de gazon des pistes en herbe

Le titulaire procède à la demande à un regarnissage par l'utilisation de mélange de prairie sur les zones où l'herbe est absente, sur les zones de poser et sur les zones de fortes utilisation.

6.6 Désherbage

Le traitement des adventices est exécuté sur toutes les zones utiles (plantées, gravillonnées, sols nus) aires et pieds de bâtiments conformément aux prescriptions de l'article 4.4 du présent CCTP.

Les aires bétonnées ou gravillonnées, pieds de bâtiments, murs d'enceinte doivent être tenues exemptes de tous adventices.

Le désherbage mécanique ou manuel doit être privilégié.

Il est rappelé que les travaux en hauteur (ex : murs d'enceinte) doivent être effectués selon la réglementation en vigueur (utilisation de nacelle et personnel habilité)

Particularités du site de Miramas

Les caractéristiques particulières des sites de Miramas imposent des modalités d'exécution spécifiques :

- ✚ Le désherbage mécanique est interdit autour des enceintes métallo-textiles n° 407-408-409
- Le désherbage chimique est interdit.
- Le désherbage mécanique est à proscrire pendant les périodes à risques, à savoir :
 - ✚ Par vent fort (supérieur à 40 km/h) ;
 - ✚ Durant la période fixée annuellement par arrêté préfectoral réglementant l'accès, la circulation, la présence des personnes et l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les espaces exposés aux risques d'incendies de forêt.

Particularité du site de DGA EV

Le traitement des bassins de rétention étanches doit être exécuté de manière à supprimer les racines tout en essayant de conserver l'intégrité du revêtement. Tout dommage créé dans cette géo membrane lors du traitement doit être signalé à la personne publique en charge du site.

6.7 Traitement de lutte contre la chenille processionnaire

En ce qui concerne les conifères, le traitement contre les chenilles processionnaires est obligatoire avec enlèvement des branches contaminées.

Les traitements pour le respect de l'environnement doivent être appliqués : mise en place d'éco pièges, de pièges à phéromone, de nichoirs à mésange et de gîtes à chauve-souris ou traitement biologiques (Type Btk). En fonction des sites et de leurs spécificités environnementales, un traitement mécanique ou biologique est adopté le cas échéant (précision faite sur le BPF).

6.8 Entretien et taille d'arbustes et de haies

6.8.1 Entretien et taille des arbustes

La taille consiste à éclaircir l'ensemble du sujet afin de dégager le centre de l'arbuste tout en respectant sa forme naturelle.

L'entretien consiste, en plus, à faire du bêchage, du nettoyage et du désherbage au pied des végétaux.

L'évacuation de tous les déchets végétaux liés à cette prestation doit se faire dans la journée.

6.8.2 Entretien et taille des haies

La taille consiste à une mise en forme, généralement sur les 3 ou 5 faces, afin de garder un aspect entretenu.

L'entretien des haies comprend le nettoyage aux pieds des massifs.

L'évacuation de tous les déchets végétaux liés à cette prestation doit se faire dans la journée.

6.9 Entretien spécifique des arbres : Taille/élagage/abattage

NB : L'utilisation éventuelle d'un moyen de mise en hauteur est incluse dans le prix de la prestation.

6.9.1 Taille des arbres

Une taille d'entretien peut être demandée pour certains sujets présentant un développement trop important ou peu esthétique.

Elle se limite aux tailles de fortification, de maintien de volume et d'éclaircissage en taille douce de manière à respecter les formes initiales, ainsi que des soins (branches malades ou endommagées), de traitement des plaies et greffes éventuelles et d'ébourgeonnement.

Les plantes grimpantes sauvages poussant sur les arbres, murs et clôtures sont systématiquement éliminées.

6.9.2 Elagage

Les élagages des arbres sont effectués en fonction des espèces selon les règles de l'art de l'arboriculture et par des personnels spécialisés.

La prestation comprend le nettoyage des arbres et l'évacuation des déchets.

Le titulaire doit être en mesure d'intervenir rapidement pour élaguer un ou des arbres dont la hauteur peut être supérieure à 10 mètres.

6.9.3 Abattage dessouchage et évacuation d'arbres et suppression de branches

6.9.3.1 Abattage et évacuation

Le titulaire doit être en mesure **d'intervenir rapidement pour abattre un ou des arbres** dont la hauteur peut être supérieure à 6 mètres.

A l'issue les déchets végétaux doivent être évacués en décharge agréée.

6.9.3.2 Dessouchage et évacuation de la souche

L'arbre abattu doit être éventuellement dessouché.

Le prestataire met en œuvre les moyens qu'il juge utiles pour effectuer cette opération

L'espace libéré par l'extraction de la souche devra être comblé de terre pour reconstituer le niveau du terrain.

L'extirpation de racines principales devra être effectuée **jusqu'à 80 cm de profondeur**.

6.9.3.3 Suppression d'une branche de fort diamètre

Cette prestation consiste à la suppression, rabattage et coupe d'une branche de fort diamètre (> à 25 cm). Elle peut être demandée en cas de risque de danger aux personnes ou aux biens.

6.10 Nettoyage des abords des bâtiments

Autour de tous les bâtiments, une coupe au rotofil ou manuelle est effectuée suivant les fréquences indiquées dans les annexes des prestations forfaitaires. Toute végétation est détruite le long des murs, poteaux Etc. Les pousses d'arbre sont coupées et dessouchées. Un soufflage mécanique est fait pour un nettoyage de la zone.

6.11 Nettoyage des zones

Cette prestation consiste à garantir la propreté sur toutes les zones extérieures utiles.

Elle comprend :

- L'arrachage des mauvaises herbes et coupe des jeunes pousses ;
- Le ramassage et enlèvement des déchets, (papiers bouteilles, canettes, mégots, feuilles mortes, branches, plastiques) ;
- Le nettoyage des caniveaux et bouche d'égout.

6.12 Maintenance des systèmes d'arrosage automatiques du GSBdD d'Istres-Orange-Salon de Provence

Cette prestation inclut les remplacements éventuels de tous les matériels d'arrosage, et ce pendant toute la durée de l'accord cadre.

Les prestations de maintenance et de remplacement des pièces au profit du GSBdD ISP font l'objet, au préalable, d'un devis de la part du titulaire, lequel doit être accepté par l'administration, avant réalisation de la prestation à la demande.

6.13 Entretien et taille des massifs

La taille d'entretien doit être réalisée sur les sujets présentant un développement trop important ou peu esthétique. Elle consiste à éclaircir l'ensemble du sujet de façon à obtenir une forme équilibrée et esthétique. L'entretien comprend le bêchage et le binage superficiel destinés à enlever les adventices et les détritiques et donner un aspect entretenu.

6.14 Nettoyage des clôtures grillagées – clôtures périphériques

Cette prestation consiste à enlever toutes sortes de végétations sauvages et déchets sur les clôtures et sur une largeur de 1 mètre à l'extérieur et 2 mètres à l'intérieur de l'enceinte.

6.15 Ramassage des feuilles, aiguilles de pins etc...

La prestation consiste à balayer et ramasser les détritiques, feuilles et aiguilles de pins sur l'ensemble d'une zone. Les aiguilles de pin sont enlevées des trottoirs et les entrées d'avaloirs sont nettoyées.

6.16 Création de massifs

Il peut être demandé au titulaire, l'aménagement de nouvelles zones en vue de leur fleurissement, d'effectuer un apport floral saisonnier ou de réaliser des aménagements d'espaces extérieurs suivant un plan fourni. Ces aménagements peuvent être de type « massif couvre sol avec plante allélopathique, ou autres.

L'achat des plantes, l'aménagement d'espaces extérieurs et la création des massifs font l'objet, au préalable, d'un devis de la part du titulaire, lequel doit être accepté par l'administration, avant réalisation de la prestation à la demande.

6.17 Entretien et rénovation des terrains de sport

6.17.1 Entretien des pelouses naturelles

- Tonte et roulage :
- La tonte doit être effectuée sur toute la zone de jeu ;
- La coupe doit être franche et uniforme ;
- La hauteur de coupe doit être comprise entre 4 et 7 cm, variable en fonction des périodes de jeux (4cm environ) et des périodes de régénération de la pelouse (environ 7cm), avec une tolérance de 0 à 5mm ;
- Le roulage est réalisé lors de chaque opération de tonte ;
- Les déchets de tonte sont évacués après chaque opération.

6.17.2 Aération et fertilisation

L'aération de la pelouse est effectuée par défeutrage du gazon et décompactage profond (minimum 20cm). Les caractéristiques des fertilisants, leur nature ainsi que les fréquences de fertilisation sont déterminés dans le plan de fumure fourni par le titulaire en début d'exécution du marché.

6.17.3 Regarnissage et reprise de gazon

Le titulaire procède à un regarnissage en utilisant des graminées de type « Terrain de sport » Ray Grass.

La densité minimale du semis de regarnissage est de l'ordre de 25g/m².

Un délai minimum de 3 mois est respecté entre les deux interventions annuelles.

Une fois par an, le titulaire procède aux reprises de gazon endommagé par le jeu.

Ces opérations sont réalisées selon les techniques appropriées (enlèvement du gazon endommagé sur une profondeur d'environ 8 à 10 cm puis regarnissage par graminées de même type).

6.17.4 Protection contre les maladies, parasites et adventices :

La protection contre les maladies, parasites et adventices concerne tous type de maladies généralement présents sur ce type de végétal (Fil rouge, rouille, typhula etc....)

Dans le cadre d'une gestion des espaces verts respectueuse de l'environnement, le titulaire doit respecter les préconisations citées à l'article 4.4 du présent document.
Il doit par ailleurs soumettre à l'approbation du responsable technique de chaque site.

6.17.5 Entretien des terrains stabilisés.

L'entretien des terrains stabilisés comprend :

- La réparation des trous et marques occasionnés par le jeu ;
- L'arrosage permettant la fixation de la poussière ;
- Le roulage et l'égéisation des aspérités
- L'élimination des adventices

6.18 Entretien et curage des ruisseaux

L'entretien des ruisseaux et fossés comprend le fauchage sur 2 mètres de large de part et d'autre des berges et le ramassage des déchets et détritux.

Le curage comprend également l'entretien de l'intérieur des ruisseaux et fossés (nettoyage ramassage des détritux).

6.19 Nettoyage des grilles et avaloirs

Les grilles et avaloirs doivent être entretenues régulièrement afin de permettre un bon écoulement des eaux pluviales.

6.20 Clause d'urgence

En raison de circonstances imprévues et à titre exceptionnel, une ou plusieurs prestations peuvent être réalisées dans un court délai dit « d'urgence ».

Le titulaire de l'accord-cadre doit sur demande du bénéficiaire être en mesure d'intervenir dans un délai restreint. Ce délai (en heure), est inscrit dans l'annexe 2 de l'acte d'engagement (Cadre « Délai intervention clause d'urgence »). Il s'agit d'une prestation à la demande. Le bon de commande mentionne la prestation commandée qui est précédée de la mention « clause d'urgence ».

Ce type de prestations peut être demandé dans le cas d'urgences liées à la sécurité des personnes ou des infrastructures (abattage d'arbre, suppression de branches gros diamètres...), de risques d'incendies en fonction des conditions climatiques (débranchage...) ou dans le cas de prises d'armes ou de visites d'autorités non programmées.

7 EXIGENCES ET CONTRAINTES PARTICULIERES

7.1 Connaissance des sites et des mesures de sécurité

En effectuant la visite des sites (cf. article 4.7 du Règlement de Consultation), le titulaire a pris connaissance des sites, des possibilités d'accès, des règlements de l'administration, des règlements particuliers et d'une manière générale de toutes les particularités pouvant en quelque manière que ce soit influencer sur l'exécution ou la qualité des prestations. Il est informé que tous les sites sont soumis à des contraintes d'accès liées à la sécurité et à l'opérationnel tout particulièrement concernant les modalités d'accès en zone nucléaires (FAS).

7.2 Horaires de travail

Les prestations sont effectuées dans les plages horaires suivantes :

- Istres – Miramas :
Du 01 octobre au 31 mai : 08h00 – 17h00 ;

Du 01 juin au 30 septembre : 06h30 – 13h30 en continu ;

➤ *Salon de Provence :*

Du 07h30 – 15h30 en continu ;

➤ *Orange :*

Du 01 octobre au 31 mai : 08h00 – 17h00 ;

Du 01 juin au 30 septembre : 06h00 – 14h00 en continu.

A la demande de l'entreprise titulaire du marché, une plage horaire peut être étudiée. Dans ce cas, une demande écrite est effectuée auprès du bénéficiaire.

Avant la sortie de l'établissement, les badges doivent être rendus et les pièces d'identité récupérées.

7.3 Contraintes

Les personnels du titulaire doivent faire preuve de la plus grande correction et discrétion et quitter le site dès la fin d'exécution des prestations. Ils doivent porter une tenue de travail faisant apparaître le nom ou sigle de la société prestataire afin de permettre au plus vite et si nécessaire l'identification des agents opérant sur le site.

7.4 Hygiène/sécurité et conditions de travail

Le titulaire s'engage à fournir à son personnel les équipements de protection individuelle adaptés à la nature des travaux et nécessaires à l'exécution des prestations en toute sécurité. La totalité des moyens utilisés doivent présenter toutes les garanties d'efficacité, de propreté et de limitation des nuisances sonores.

Les matériels doivent être conformes aux normes européennes et ne doivent pas occasionner de dégradations aux ouvrages existants. Toute dégradation causée au cours de l'exécution des prestations, par le personnel ou matériels du titulaire, aux locaux ou équipements, ainsi qu'aux voies de circulation, est à la charge du titulaire.

7.4.1 Matériels

Les appareils doivent être conformes aux règlements de sécurité et de prévention des accidents du travail, être en parfait état d'utilisation et être adaptés aux différentes tâches à accomplir.

Dans la mesure du possible le titulaire doit utiliser des machines générant le moins de nuisances vers ses personnels et ceux de la personne publique. **A cet effet, les machines électriques sont utilisées prioritairement à des machines thermiques.**

Les **appareils électriques** doivent être :

- Conforme aux normes électriques et antiparasites, leurs cordons d'alimentation et prolongateurs en nombre suffisant et maintenus en parfait état,
- Adaptés aux caractéristiques de l'alimentation du site.

Tout matériel défectueux est enlevé du site et remplacé par le titulaire à ses frais.

En cas d'utilisation de **matériels spécifiques** (nacelles, harnais, matériels électriques ...) :

- Les certificats de conformité avec les normes et règlements de sécurité pour l'utilisation doivent être fournis au chargé de prévention ou son représentant ;
- Le conducteur d'une nacelle doit posséder le certificat CACES (Certificat d'Aptitude à la Conduite des Engins en Sécurité).

7.4.2 Produits et matériaux

Le titulaire fournit tous les produits adaptés et nécessaires à l'exécution des prestations.

Ces produits ne doivent être ni corrosifs, ni émettre de vapeur pouvant provoquer des dommages.

Dans la mesure du possible, ces produits doivent posséder l'écolabel européen ou NF environnement.

Rappel : la liste des produits utilisés est remise au chargé de prévention de chaque site, accompagnée de leurs FDS (fiches de données sécurité) et fiches toxicologiques.

La nature des produits doit être conforme aux objectifs de protection de l'environnement annoncés dans le mémoire technique joint à l'offre du titulaire et à la réglementation énoncée à l'article 4.4 du présent document.

Le titulaire prend toutes les dispositions pour ne pas rendre directement ou indirectement responsable la personne publique de pollutions ou de nuisances dues à l'utilisation de ses produits et il est tenue responsable des végétaux qui périraient du fait d'une « mauvaise » utilisation et doit les remplacer à ses frais.

➤ **Fertilisants et désherbants**

D'une manière générale, le titulaire doit privilégier des fertilisants naturels et des techniques alternatives.

7.5 Modalités spécifiques d'exécution des prestations

Le titulaire doit éviter toute utilisation superflue des énergies mises à sa disposition. En particulier, il veillera à ce que l'utilisation de **l'énergie électrique** soit strictement limitée au temps nécessaire à l'exécution des prestations.

Le souci de la préservation de la **ressource en eau** fait partie des obligations du titulaire, A ce titre, il doit prendre toutes les dispositions pour ne pas laisser couler l'eau inutilement.

Les techniques mises en œuvre pour assurer les prestations doivent préserver l'aspect visuel, l'environnement, les équipements associés aux espaces extérieurs (bordures, trottoirs, etc.) et **la sécurité des personnes**.

En particulier, les techniques utilisées pour l'entretien des espaces extérieurs autorisent la coactivité avec les occupants des zones en traitement.

Toutes les précautions sont prises pour éviter la **détérioration du terrain**, en particulier lors de la traversée d'engins.

Toute **dégradation** causée au cours de l'exécution des prestations, par les personnels ou matériels du titulaire, aux locaux ou équipements, aux voies de circulation, ainsi que l'obstruction des canalisations d'évacuation d'eau est à la **charge du titulaire**.

Le titulaire :

- ✓ s'engage à prendre toutes les mesures nécessaires **afin d'éviter un départ de feu** et se muni de tous les moyens adaptés à proximité du lieu de travail. Chaque engin est **équipé d'un extincteur maintenu en bon état de fonctionnement** ;
- ✓ ne doit jamais laisser travailler un personnel seul. Les prestations sont effectuées obligatoirement par une équipe d'au moins deux personnes ;
- ✓ doit être **doté d'un plan de continuité d'activité afin de maintenir un service minimum en cas de d'évènement majeur (pandémie, grève, etc..)**.

7.6 Vêtements de travail – Port du badge – Comportement du personnel

Les personnels de la société titulaire sont dotés d'équipement de protection individuelle et portent ainsi que leurs véhicules des marques apparentes au nom ou logo de la société.

L'absence d'identification ou de logo de la société sur la tenue entraîne une pénalité prévue au CCAP.

Aucun agent n'est admis s'il n'est pas muni de son badge délivré par l'organisme ou s'il présente une tenue négligée.

Le personnel du titulaire doit faire preuve de discrétion et d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers. Il doit se garder de tout bruit intempestif dans ses conversations et dans l'usage du matériel. Il est interdit d'utiliser le matériel de l'établissement.

7.7 Signalisation

Toutes les dispositions concernant la signalisation des chantiers fixes et mobiles sont exigées (balisage des zones de tonte...) de manière à prévenir et protéger les usagers des dangers potentiels existant à proximité de ces zones. L'absence de signalisation entraîne une pénalité prévue au CCAP.

La signalisation des chantiers est mise en œuvre dans les zones intéressant la circulation automobile.

Elle doit être conforme au plan de prévention.

La signalisation au droit des travaux et la signalisation de déviation automobile si nécessaire, est réalisée par l'entreprise.

Le personnel du titulaire travaillant sur les parties du chantier sous circulation doit être doté d'un baudrier, ou d'un gilet rétro-réfléchissant.

Les parties latérales ou saillantes des véhicules opérant habituellement sur la chaussée à l'intérieur du chantier sont marquées de bandes rouges et blanches rétro-réfléchissantes.

Cette signalisation doit être conforme à l'instruction ministérielle sur la signalisation routière (livre 1-8ème partie-signalisation temporaire).

7.8 Plan de prévention

Préalablement au début d'exécution des prestations, dans les huit jours ouvrés suivant la notification du marché, le titulaire effectue, en présence du représentant de l'administration chargé de la prévention une visite du site destinée à déterminer et apprécier les risques et modes opératoires liés à la prestation et conduire à l'élaboration d'un plan de prévention, validé par l'administration.

Aucune activité ne peut débuter tant que ce document n'est pas validé par l'administration.

Un exemplaire de ce document est remis aux personnels du titulaire. Ce plan de prévention peut faire l'objet si nécessaire de mises à jour.

7.9 Sécurité et incendie

Toutes les zones prévoyant un débroussaillage doivent être traitées avant la date d'interdiction de traitement mécanique fixée annuellement par arrêté préfectoral réglementant l'accès, la circulation, la présence des personnes et l'usage de matériels ou engins pouvant être à l'origine d'un départ de feu dans les espaces exposés aux risques d'incendies de forêts.

7.10 Lieu de stockage

Aucun lieu de stockage n'est prévu pour les matériels, produits et matériaux se rapportant au présent marché.

7.11 Calendrier prévisionnel des prestations forfaitaires

Un calendrier prévisionnel détaillé pour chacun des sites et par prestations est établi et fourni dans l'offre du candidat. Les périodes prévisionnelles d'intervention **sont précisées de préférence par semaine ou quinzaine et par nature de prestation** (*par exemple*, semaine 1 et 2 = Débroussaillage)

Ce calendrier annuel peut faire l'objet de mises à jour mensuelles avec l'accord du responsable technique du site.

7.12 Réunions

7.12.1 Réunion de lancement pour chaque lot d'attribution

Dans les 10 jours ouvrés qui suivent la notification du marché, le responsable du suivi d'exécution de l'accord-cadre organise une réunion en présence du titulaire, du responsable technique de chaque site et du bureau coordination production de la DCS.

Il présente son organisation, les modalités d'exécution des prestations.

7.12.2 Réunion programmée

Une réunion mensuelle obligatoire est organisée entre le titulaire et le bénéficiaire et porte examen de la bonne exécution des prestations effectuées le mois précédent.

8 DOCUMENTS A FOURNIR

8.1 Dès la notification

Les documents cités ci-dessous doivent être remis au plus tard lors de la réunion de lancement du marché.

- les fiches de données sécurité des produits susceptibles d'être utilisés.
- la liste nominative de l'ensemble du personnel.

8.2 Annuellement

- Un calendrier prévisionnel des prestations annuelles forfaitaires doit être transmis à chaque reconduction, à la PFC SUD aux coordonnées indiquées à l'article 10.1.3.1 du CCAP, au responsable technique de chaque site et au responsable de la DCS.

9 CORRESPONDANTS

SITES	LOTS	POSTES	SERVICES	TELEPHONES	@
SALON DE PROVENCE – LAMANON - FONTVIEILLE	1	1 et 3	CELLULE ESPACES VERTS	Tel : 04 13 93 80 00 Poste : 864 701 6115 Port. : 06 31 74 42 69	gsbdd-isp-pole-istres-espace-vert.contact.fct@intradef.gouv.fr
MIRAMAS – ISTRES – PORT SAINT LOUIS DU RHÔNE	1	2 et 4 à 9	CELLULE ESPACES VERTS	Tel : 04 13 93 91 25 Poste : 864 125 2869 Port. : 06 06 87 73 40	gsbdd-isp-pole-istres-espace-vert.contact.fct@intradef.gouv.fr
ORANGE – QUARTIER GEILLE – QUARTIER BONNET D'HONNIERES – ROCHEFORT EN VALDAINE – MORNAS - AVIGNON	2	1 à 8	CELLULE ESPACES VERTS	Tel : 04 13 97 03 00 Poste : 864 115 5956 Port. : 07 85 90 52 47	gsbdd-isp-pole-orange-espace-vert.contact.fct@intradef.gouv.fr